

Aspects des mutations sociologiques contemporaines à La Réunion

Michel Watin

► **To cite this version:**

Michel Watin. Aspects des mutations sociologiques contemporaines à La Réunion. Expressions, Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM) Réunion, 2012, Journées régionales "société, santé, éducation". Approche interdisciplinaire des inégalités sociales de santé à La Réunion, pp.07-16. hal-02388571

HAL Id: hal-02388571

<https://hal.univ-reunion.fr/hal-02388571>

Submitted on 2 Dec 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ASPECTS DES MUTATIONS SOCIOLOGIQUES CONTEMPORAINES A LA REUNION

Michel WATIN

Université de La Réunion – Laboratoire LCF

Résumé. – La loi de 1946 qui érige l'île de La Réunion en département français d'Outre-mer entraîne une politique d'assimilation et un projet de développement économique et social visant à combler *le retard avec la Métropole*. S'en suivent d'importantes mutations rapides, profondes et généralisées qui font passer, en moins d'un demi siècle, la société locale, forgée par le système de la Plantation et la période coloniale à une forme de société post-industrielle, moderne, complexe et segmentée, construite selon des principes de rationalité et d'égalité, d'inspiration métropolitaine. Les inégalités face à la santé doivent être appréhendées à la lumière de ces transformations rapides, particulièrement en regard de l'apparition d'une classe moyenne et de l'émergence d'un espace public médiatique et urbain.

Mots-clés : - Réunion - mutations rapides – classe moyenne – espace public - modernités réunionnaises - .

Abstract. - The law of 1946, which establishes the Reunion Island as a French Overseas Department, is the source of a policy of assimilation and an economic and social development project aimed at bridging the gap with Mainland France. Major, deep and widespread changes would follow, changing in less than half a century the local society, forged by the plantation and the colonial system, to a form of post-industrial society, modern, complex and segmented, built on rationality and equality principles. Inequalities in the health sector must be understood in light of this rapid changes, especially regarding the emergence of a middle class and a urban and media public sphere.

Key words : - Reunion Island - Social change - Middle class - Public sphere - Urban scene - .

Cette contribution vise à appréhender les mutations de la société réunionnaise contemporaine et considérer deux faits sociologiques majeurs intervenus durant cette période : l'évolution de la stratification sociale et l'émergence de l'espace public, qui peuvent aider à éclairer, « en contexte », les inégalités de santé.

Les lignes qui suivent reprennent très largement l'introduction de l'ouvrage « *La Réunion : une société en mutation* » auquel on pourra se reporter pour plus de précisions (Wolff, Watin, 2010).

1. Eléments historiques

La société créole réunionnaise est historiquement façonnée par des vagues successives de migrations de peuplement, librement choisies ou contraintes, venues coloniser, à partir de 1665, cette île de l'océan Indien alors vierge de toute occupation humaine. La première vague d'immigration vers Bourbon, l'ancienne dénomination de La Réunion, part de Madagascar lorsque quelques colons Européens, accompagnés de Malgaches, sont débarqués sur l'île. Ils développent une économie de subsistance jusqu'à ce que la Compagnie des Indes Orientales (1667-1767) décide, « *au nom du Roy* », de mettre l'île en valeur. C'est le début d'une immigration organisée de colons européens, parfois accompagnés de familles malgaches. L'exploitation des richesses de la Colonie incite ensuite la Compagnie à importer à Bourbon des contingents de plus en plus nombreux d'esclaves, des Malgaches d'abord dès 1717, des Africains à partir de 1754 et des Indiens à compter de 1762. Après l'abolition de l'esclavage (1848), ce sont plus de 110 000 Indiens engagés qui débarquent sur l'île entre 1860 et 1882. Entre temps sont arrivés des membres de l'aristocratie blanche française, chassés de Métropole suite à la Révolution française. Ils vont acheter des terres et développer la culture de la canne à sucre, introduisant à Bourbon le système de Plantation. Arrivent encore, à partir de la moitié du XIX^{ème} siècle et plus massivement au tournant du siècle, des Asiatiques, essentiellement des Chinois cantonnais, qui organiseront le commerce de détail. Ils sont suivis, dans le premier tiers du XX^{ème} siècle, par des Indiens musulmans qui s'investiront rapidement dans le négoce.

Ces migrants, libres ou contraints ont forgé une société se présentant, dans la première moitié du XX^{ème} siècle, comme une société créole, rurale et conservatrice qui ne délègue le pouvoir qu'aux individus « bien nés ». Le gouvernement colonial local protège les intérêts des maîtres de la Plantation et, en accord avec l'Eglise catholique, occulte le caractère multi-religieux et pluriculturel de la société créole tout en ne s'opposant pas au métissage.

Si le système de la Plantation et l'omniprésence du catholicisme, qui a fonctionné comme une religion d'intégration, ont permis de contenir les troubles sociaux majeurs, ils n'ont pu empêcher le maintien des cultes d'origines et les pratiques liées aux rites d'ancestralisation ; de fait, les cultures d'origines – même si certaines d'entre elles ont été plus opprimées que d'autres - sont restées très prégnantes dans la société réunionnaise contemporaine.

Ainsi, au sortir de la colonie, la société réunionnaise se présente comme une mosaïque qui lie, dans un ensemble hiérarchisé, les différents groupes ethniques venus s'installer sur l'île¹.

2. De la départementalisation à nos jours

C'est sur ce substrat historique singulier que vont se produire les grandes mutations contemporaines dans le sillage de la

¹. J. Benoist (1983) distingue ainsi les « *Gros Blancs* », généralement propriétaires fonciers issus de grandes familles aristocratiques, les « *Petits Blancs* », travailleurs de la terre, petits propriétaires, descendant de colons européens ou fils déshérités de grandes familles, deux groupes de religion catholique, les « *Africains et métis* », vaste groupe rassemblant les descendants des Malgaches et des Africains qui, pour certains conservent les pratiques animistes de leurs cultures d'origine, tout en adoptant le catholicisme, les Indiens engagés, qui deviennent localement les « *Malbars* », pratiquent, autant que la liberté leur en est donnée, le culte tamoul, les « *Chinois* » perpétuent discrètement le confucianisme, les Indiens musulmans, qui deviennent les « *Zarabs* », conservent leur religion d'origine à l'exclusion de toute conversion. Les Métropolitains sont alors très peu nombreux.

départementalisation de 1946 instituant La Réunion en département d'Outre-mer (DOM) : cette « décolonisation intra-française » porte l'espoir du développement économique de cette île de 225 000 habitants, sortie exsangue de la période coloniale. On peut distinguer trois grands mouvements, d'inégale importance temporelle, qui vont, à partir du milieu du XX^{ème} siècle, traverser, travailler et transformer la société réunionnaise.

2.1. La techno-modernisation : substitution et assimilation

Le projet de développement économique et social porté par la loi de 1946 est essentiellement inspiré par l'idéologie du *rattrapage* pour atteindre l'*égalité* avec la Métropole. Cette *politique de rattrapage*, qui s'appuie sur les valeurs d'une modernité d'inspiration occidentale, se traduit, à partir des années 60, par l'ouverture de grands chantiers d'équipement structurants (création de réseaux d'eau potable et d'énergie électrique, construction d'écoles, de lycées, d'hôpitaux etc.) et suscite, à partir des années 1970, une nouvelle vague d'immigration, celle de Français venus de métropole – au départ des fonctionnaires et des cadres – qui s'installent durablement à La Réunion² et participent à la diffusion d'un mode de vie occidental.

Si elle aboutit à une réelle amélioration de la situation sanitaire du pays et engage l'île sur les rails du développement, cette techno-modernisation généralisée se développe en se substituant aux formes sociales et au mode de vie produits par la société créole. Elle s'accompagne d'une forte acculturation produisant de nombreux effets pervers, particulièrement le comptage du chômage, l'échec scolaire et surtout le sentiment de la négation de l'identité créole.

². De façon plus récente, ce sont des Mahorais, majoritairement musulmans, en provenance de Mayotte, l'autre île française dans l'océan Indien, géographiquement rattachée à l'archipel des Comores, qui émigrent dans l'île.

2.2. La résistance au changement

Elle s'organise à la fin des années 1970 avec l'irruption du fait créole dans l'espace public local particulièrement contrôlé par les partis de droite. Grâce à l'action de militants culturels, la musique (le *maloya* essentiellement) et le créole (la reconnaissance de la langue et la question de sa graphie)³ constituent les fers de lance de la revendication identitaire, soutenue par le Parti Communiste Réunionnais (PCR) contre les positions de la droite assimilationniste.

Cette période courte mais intense marque l'affirmation d'une identité créole, d'un mode de vie créole, d'un monde de vie créole qui, à ce moment, s'oppose à l'occidentalisation forcée de la société réunionnaise.

2.3. L'hybridation et l'apaisement

Cette décennie de résistance culturelle est suivie d'une phase d'hybridation, plus apaisée qui permet l'expression des *modernités réunionnaises*. Car avec la loi de décentralisation qui crée le Conseil régional en 1982, s'ouvre un nouvel espace politique vite investi par des Réunionnais, formés par l'École républicaine, qui prennent de plus en plus de responsabilités dans la conduite et l'administration des affaires locales. La résistance conduite par les militants culturels dans les années soixante-dix s'émousse : un certain nombre d'entre eux sont aux affaires et proposent une vision plus réunionnaise du développement. S'en suit un processus d'hybridation entre fait créole et techno-modernité qui, d'abord réduit aux échanges monovalents avec l'ancienne métropole coloniale, s'ouvre progressivement, avec la démocratisation du transport aérien puis le déploiement des technologies de l'information et de la communication (TIC), aux

³. Le *maloya*, à la fois chant, danse et musique, expression de la résistance des esclaves venus du Mozambique et de Madagascar, est jusque-là joué dans l'espace privé (*rond'kour*). Il est enregistré en public pour la première fois en 1976. Des groupes culturels et engagés se constituent dans le sillage de *Ziskakan* (janvier 1979). La question de la langue et de la graphie du créole font l'objet de travaux scientifiques qui produisent les premiers atlas et dictionnaires *kréol réunionné/français* (1987).

pays de la zone et aux grandes puissances à l'origine du peuplement de La Réunion (Chine et Inde en particulier). *Les modernités réunionnaises* procèdent d'influences, de reformulations, d'accommodations et de créations permanentes, caractéristiques des sociétés créoles dont Jean Benoist a maintes fois souligné la plasticité (Benoist, 1993).

2.4. Vers le flux généralisé ?

Une quatrième phase, dont les prémisses se situent au moment de l'ouverture du paysage aérien (1983)⁴ qui facilite les voyages, est vraisemblablement en train de s'écrire avec la généralisation et la démocratisation, au tournant du XXIème siècle, des réseaux numériques qui ouvrent La Réunion au monde et qui amènent le monde à La Réunion.

3. Deux faits sociologiques majeurs

L'émergence d'une classe moyenne et celle d'un espace public constituent deux faits sociologiques majeurs qui caractérisent le demi siècle qui suit la départementalisation.

3.1. L'apparition d'une classe moyenne

La « moyennisation » de la société doit être mise en rapport avec les progrès de l'Ecole républicaine⁵ et une croissance économique soutenue au cours des vingt dernières années du XXème siècle. L'augmentation très sensible du niveau de formation des jeunes Réunionnais va en effet modifier la structure sociale, jusque là basée sur la différenciation ethnique, au profit d'une nouvelle échelle sociale prenant en compte la position socio-économique des

⁴. Air France perd le monopole de la desserte en 1983 ; l'offre de sièges augmente tandis que des opérations charters de mettent en place.

⁵. L'Académie de La Réunion, de plein exercice, est créée en décembre 1984.

individus selon une segmentation mobilisant les catégories socio-professionnelles. Se développe alors une classe moyenne qui regroupe des individus dont les positions sociales – politiques, professionnelles – leur permettent d’incarner, de prescrire, voire d’imposer un mode de vie et des standards propres au monde de vie « moyen ». Souvent en position de décideurs, ces individus constituent les plus ardents diffuseurs des valeurs de la modernité, sans reniement de leur créolité.

Pour autant, la société réunionnaise contemporaine n’est pas plus égalitaire que celle qu’elle efface progressivement : les inégalités produites par la période coloniale ne sont pas gommées et si la mobilité sociale est indéniable pour nombre de jeunes Réunionnais, d’autres supportent toujours le poids de l’histoire et restent en bas de l’échelle sociale, là où furent cantonnés leurs ascendants.

3.1. La transformation des espaces urbain et médiatique

La recomposition des sphères privées et publiques s’observe à la fois dans l’évolution de l’espace urbain et dans la transformation du paysage médiatique.

La production en masse de logements au cours des cinquante dernières années a transformé les modes d’habiter et déplacé la ligne de partage entre espace privé et espace public. Là où l’espace domestique créole est ouvert sur l’environnement proche du quartier et sur la famille étendue, le logement moderne organise la fermeture de l’espace privé autour de la famille nucléaire, renvoyant une part importante de la sociabilité à l’extérieur de l’espace familial, « en ville » où on voit émerger des *espaces publics urbains*, jusque-là inconnus dans les villes réunionnaises.

Dans le même temps, on assiste à la transformation du paysage médiatique local⁶ et à l'apparition d'un *espace public médiatique* qui se traduit par le développement d'un réel pluralisme de l'information et la constitution d'une opinion publique.

L'apparition d'une classe moyenne, aujourd'hui essentiellement native, et l'émergence de l'espace public participant au réaménagement de la société locale.

La hiérarchie sociale, longtemps basée sur la ségrégation ethnique s'organise aujourd'hui selon des catégories socio-professionnelles ; l'espace privé accueille la famille nucléaire tandis que s'organise une vie publique dans des lieux inconnus dans le monde créole ; l'information – et la publicité – circule par les médias et non plus dans des cercles d'interconnaissance ; à la sociabilité de proximité, caractéristique de la créolité se superpose la sociabilité de connexité où le réseau permet de choisir et maintenir les relations sociales ; l'ouverture au monde, *la mobilité* et *le flux* transforment le rapport à l'île, au territoire local, aujourd'hui de plus en plus traversé par des apports extérieurs mondialisés qui viennent renforcer les modernités réunionnaises.

Ainsi, les inégalités face à la santé doivent être appréhendées à la lumière des mutations qui animent la société réunionnaise contemporaine.

Il importe d'abord de constamment garder à l'esprit que, dans cette société complexe, l'intervenant (qu'il soit observateur, soignant etc ...) se situe et parle depuis sa position sociale et ethnique ; que le rapport à la santé doit prendre en compte *à la fois* les différences ethniques qui peuvent correspondre à des pratiques de soins différenciées *et* les modes de vie – et donc l'appréhension du discours médical – discriminés des catégories socioprofessionnelles et des classes sociales ; que soit tenu compte de la rapidité des transformations qui sont intervenues depuis les années soixante-dix

⁶. Une *rupture médiatique* transforme radicalement le paysage médiatique local entre la création du *Quotidien de La Réunion* (1976) et l'apparition de *Téléfreedom* (1986, qui disparaît fin 1991) en passant par l'arrivée des *radios libres* (1981).

et se souvenir qu'une part importante des jeunes gens aujourd'hui sur les bancs de l'Université ont des parents illettrés.

Il faut enfin rappeler que la dynamique de créolisation est un processus permanent et qu'aujourd'hui, peut-être plus que jamais, les Réunionnais jonglent avec les temps, les lieux et composent avec des références identitaires qui varient en fonction des contextes et des circonstances, produisant des combinaisons de ces influences et situations multiples.

Bibliographie

- BENOIST J., (1983), *Un développement ambigu. Structure et changement de la société réunionnaise*. Saint Denis de La Réunion, Fondation pour la Recherche et le Développement dans l'océan Indien (FRDOI).
- BENOIST J., (1993), *Anthropologie médicale en société créole*, Paris, PUF, col. « Les Champs de la Santé ».
- BENOIST J., (1996), « Métissage, syncrétisme, créolisation : métaphores et dérives », *Etudes créoles*, vol. XIX, n°1. pp. 47-60.
- BENOIST J., (1999), « Les mondes créoles comme paradigme de la mondialisation ? » in *Universalisation et différenciation des modèles culturels*, Actes des deuxièmes journées scientifiques du réseau « Cultures, Langues, et Développement » de l'AUF (9-11 février 1999), Île Maurice.
- CHERUBINI B., (1999), « La créolisation socioculturelle à l'heure de la mondialisation : interculturalité, créolité, système monde », *Etudes créoles* vol XXII n° 1, pp. 119-136.
- GHASARIAN C., (2002), « La Réunion : acculturation, créolisation et réinventions culturelles », *Ethnologie Française* XXXII, (4) : 663-676.
- SIMONIN J., WATIN M. & WOLFF E., (2009), « Comment devient-on Réunionnais du monde ? », *tic&société*, en ligne, Vol. 3, n° 1-2 | 2009, <http://ticetsociete.revues.org/653>

VERGES F. et MARIMOUTOU C., (2005), *Amarres. Créolisations india-océanes*, Paris, L'Harmattan.

WOLFF E. & WATIN M., (2010), *La Réunion, une société en mutation*, Paris, Anthropos-Economica.